

Comment François Hollande compte neutraliser l'opposition avant 2017

LE MONDE | 24.01.2014 à 12h03 | Par David Revault d'Allonnes et Thomas Wieder

Où va François Hollande ? De plus en plus de membres de l'exécutif en sont convaincus : le chef de l'Etat avance à grands pas vers sa prochaine campagne présidentielle. Un de ses ministres en est persuadé : « *Il est de nouveau candidat. Il sent que c'est maintenant, que c'est cette année qu'il doit préparer 2017.* » Et ce, sans surprise, sous les auspices du modèle mitterrandien, qui inspira sa conquête du pouvoir et qui continue de nourrir son exercice.

En 2012, François Hollande avait calqué sa campagne sur celle menée par François Mitterrand en 1981, prenant le pays par la gauche. S'il est candidat à sa réélection en 2017, ce qui ne fait guère de doute, mettra-t-il à nouveau ses pas dans ceux de son modèle ? S'inspirera-t-il de la stratégie qui permit à l'ancien président, en 1988, de remplir pour un nouveau mandat ? Plusieurs indices le laissent penser.

Pour conquérir le pouvoir, en 1981, François Mitterrand avait mis la barre à gauche. Pour le conserver, sept ans plus tard, il avait pris soin, à l'inverse, de ne pas apparaître comme le candidat d'un seul camp. En 1981, il avait promis de « changer la vie ». En 1988, il préféra « *la France unie* ». Elu comme chef de parti, il fit en sorte d'être réélu comme père de la nation.

François Hollande a cette idée en tête. Ses vœux du 31 décembre l'ont montré. Sa conférence de presse du 14 janvier l'a confirmé, qui l'a vu se déclarer, pour la première fois, à la fois « social » et « patriote ». Son discours de Tulle, le 18 janvier, aussi, fut un propos entièrement consacré à « *la France* ».

Certes, il jure qu'il ne renie rien de ses origines. Mais il fait tout pour montrer qu'il n'en est pas prisonnier, au point qu'il prend le risque de heurter ses camarades de plein fouet. Désormais, le voilà qui cherche plus que jamais à parler à tout le monde. A la gauche, il dit : « *Je suis encore des vôtres.* » Mais c'est à la droite qu'il s'adresse davantage, en lui disant : « *Ce que vous n'avez jamais réussi à faire, je vais le faire.* » Il pose ainsi les jalons d'une stratégie de reconquête du pouvoir fondée sur trois principes : une majorité verrouillée, une opposition asséchée, un centre convoité.

CONTRE-MODÈLE

Pour François Hollande, la partie est toutefois plus difficile que pour François Mitterrand. A gauche, son prestige n'est pas le même. Certes, l'ancien président socialiste avait beaucoup déçu son camp au cours de son premier septennat. Mais, à l'heure du bilan, en 1988, il restait auréolé des grandes réformes du début de mandat : abolition de la peine de mort, semaine de 39 heures, retraite à 60 ans... Pour l'instant, François Hollande n'a rien d'équivalent à faire valoir.

A cet argument, l'on objectera à raison que son quinquennat est loin d'être achevé. Bien avant son élection, il imaginait son mandat de la sorte : d'abord les efforts,

ensuite les récompenses ; d'abord le « *redressement* », ensuite le « *dépassement* ». Pour une fois, Mitterrand lui servait de contre-modèle lorsque la redistribution avait précédé la rigueur. Avec son successeur, ce serait l'inverse. La fin de son mandat serait plus heureuse que le début.

Le problème, pour M. Hollande, est que ce schéma est bouleversé. La feuille de route exposée en janvier ne laisse guère entrevoir des lendemains qui chantent. L'heure, plus que jamais, est à la rigueur. D'ici à la fin de son mandat, le chef de l'Etat promet de dépenser moins, pas de redistribuer plus.

Dans ce contexte, le président de la République n'a d'autre choix que de neutraliser au maximum ses opposants. Mitterrand avait vu dans la cohabitation un moyen efficace d'y parvenir. Premier ministre de 1986 à 1988, Jacques Chirac avait grillé à Matignon ses chances d'entrer alors à l'Elysée. Le chef de l'Etat avait profité de ces deux ans pour se remettre en selle. Il régnait, mais ne gouvernait pas. Pour conserver le pouvoir, c'était l'idéal. François Hollande n'a pas cet espoir. Pour qu'il y ait cohabitation, il faudrait qu'il y ait dissolution et que la droite remporte les législatives. Pour l'heure, c'est de l'histoire-fiction. On en comprend que mieux sa stratégie : déstabiliser la droite en mettant en lumière ses contradictions.

En morcelant son opposition, il peut caresser l'espoir de l'affaiblir considérablement. L'UMP, qui se remet à peine de la guerre fratricide Copé-Fillon, est à nouveau déstabilisée. Le « *pacte de responsabilité* » présente l'avantage de détacher le centre droit de l'UMP.

Les prémices d'une « ouverture » telle que l'avait pratiquée le gouvernement Rocard en 1988 ? François Hollande ne goûte guère le concept. Echaudé par les interminables débats qui avait agité le PS à partir de 2007 sur un « *renversement d'alliance* » considéré comme une hérésie, « *il ne lancera jamais d'appel au centre* », estime son ami François Rebsamen. Du moins officiellement. Car le pacte est une manière de le faire, sans le dire.

C'est une droite usée par l'exercice du pouvoir qui avait abordé la présidentielle de 1988. C'est sur une droite dévitalisée par sa cure d'opposition, agitée par sa compétition interne, amputée des centristes, que mise François Hollande pour 2017. Le pari est habile. Mais, dans ce jeu, il est plusieurs cartes que le chef de l'Etat ne maîtrise pas. La première s'appelle Marine Le Pen : si le FN devient, aux élections européennes de mai, le premier parti de France, François Hollande devra s'attaquer plus frontalement qu'aujourd'hui au problème. La seconde carte s'appelle Nicolas Sarkozy : pour l'instant, il se tient en réserve. Son retour dans l'arène politique peut tout chambouler.